DOCUMENT D'ORIENTATION SUR L'UTILISATION DES VISIOCONFÉRENCES

Compte tenu du nombre grandissant de projets pilotes prônant l'utilisation accrue des visioconférences, la Cour du Québec a entamé une réflexion sur l'opportunité d'une utilisation croissante de cette technologie. Un comité a été formé afin de réfléchir à cette question. Le Comité a choisi d'étendre sa réflexion à l'ensemble des technologies susceptibles d'être offertes ou rendues disponibles aux tribunaux. Le rapport a été partagé avec les juges et adopté par la direction de la Cour.

D'entrée de jeu, il importe de préciser que la Cour favorise le principe de la présence du juge, des parties et des témoins dans une même salle de cour. Par ailleurs, il est devenu impossible d'ignorer la contribution des nouvelles technologies afin de rendre la justice plus efficiente tout en assurant une saine administration de la justice.

La Cour est d'avis que l'utilisation accrue des technologies peut favoriser l'objectif ultime de faciliter l'accès à la justice. Au surplus, leur utilisation permet de réduire certains coûts, d'augmenter la sécurité et l'efficacité, ce qui ne peut qu'avoir un impact positif sur le système judiciaire dans son ensemble.

Malgré ce qui précède, il importe de préciser que le juge détient un pouvoir discrétionnaire lui permettant d'accepter ou de refuser que l'on procède par visioconférence ou par un autre moyen technologique, et ce, même si les parties y consentent. (Toutefois, en matière criminelle, certains articles du *Code criminel* interdisent l'utilisation de la visioconférence dans certaines situations.) De plus, l'utilisation de ces technologies doit se faire dans le respect des préoccupations régionales (grands centres et régions éloignées). À ce chapitre, un survol des pratiques établies dans les différentes régions démontre que, déjà, les visioconférences et les conférences téléphoniques sont utilisées de façon régulière en accord avec les principes retenus.

À titre d'exemple (toutes chambres confondues), l'utilisation des visioconférences permet de rendre un juge accessible dans un court délai, ce qui évite des déplacements et de multiples vacations (des apparitions coûteuses) à la cour. Aussi, si un procès nécessite l'audition d'un témoin éloigné, âgé ou ayant de la difficulté à se déplacer, les nouvelles technologies s'avèrent des outils précieux permettant une meilleure accessibilité à la justice. Leur utilisation permet une diminution des coûts pour les parties.

Dans tous les cas, les orientations dégagées quant à l'utilisation des nouvelles technologies doivent être considérées comme autant de moyens additionnels offerts par la Cour du Québec pour concrétiser sa volonté de rendre la justice plus accessible.

Toutefois, le recours aux nouvelles technologies est tributaire de la qualité de l'équipement utilisé et rendu disponible aux juges et de la mise en place d'outils

permettant aux avocats de communiquer efficacement avec leurs clients ou les témoins. Le ministère de la Justice doit doter les salles de justice d'équipements modernes et adaptés aux besoins des justiciables. Il est également essentiel que le ministère de la Justice fournisse le personnel nécessaire lorsqu'une audition procède par visioconférence, particulièrement par la présence d'un greffier ou d'un huissier pour assister les juges et, par voie de conséquence, les justiciables.

Finalement, la Cour estime essentiel que le juge qui préside une audition par visioconférence le fasse dans un contexte de décorum adéquat et dans des conditions qui se rapprochent le plus possible d'une audition en présence des parties et des témoins (vue d'ensemble de la salle, contrôle de l'équipement, etc.).

Il est plus que jamais nécessaire de s'assurer d'une utilisation efficace des ressources accordées au système judiciaire. Le recours aux nouvelles technologies devient un moyen efficace d'éviter des dépenses en énergie, temps et argent pour des déplacements parfois très longs pour les justiciables, les témoins et les avocats, sans compter les risques au niveau de la sécurité inhérents au transport des détenus. Le développement d'équipements de haute qualité aux niveaux sonore et visuel entraînera un recours accru aux nouvelles technologies.

En conséquence, la Cour est d'avis que :

CHAMBRE DE LA JEUNESSE

1. JUSTICE PÉNALE

a) Comparutions

L'utilisation de la visioconférence est déconseillée parce que la présence des parents et la communication avec l'adolescent sont essentielles en raison de son âge et de la nécessité d'établir un lien afin de s'assurer de sa compréhension, par exemple, des conditions de mise en liberté.

Une exception pourrait toutefois être prévue pour les comparutions comme celles qui se tiennent par visioconférence à Montréal et à Québec le samedi, ainsi que dans les régions éloignées.

Également, s'il y a objection à la mise en liberté et que le dossier doit être fixé pour procéder à une autre date, la demande de remise pourrait se faire par visioconférence.

b) Procès

La Cour privilégie la présence des témoins, sauf pour des raisons de santé ou de distance, et ce, dans la mesure seulement où il s'agit d'un témoignage secondaire.

- c) Requêtes en désassignation et requêtes préliminaires (communication de la preuve, procès séparé, etc.)

La Cour n'a pas d'objection à l'utilisation de la visioconférence si le centre où est détenu l'adolescent est équipé d'appareils audiovisuels adéquats et que l'avocat est en mesure de communiquer de façon confidentielle avec son client. Dans le cas contraire, la présence au tribunal est alors requise.

- d) Conférences de facilitation

Il est préférable que les parents et l'adolescent soient présents afin de s'assurer que l'adolescent comprenne bien le processus.

Cependant, la Cour devrait prévoir le recours aux nouvelles technologies lorsque cela est nécessaire en raison notamment de la distance ou de l'incarcération de l'adolescent.

- e) Conférences préparatoires

La Cour est d'avis que l'utilisation de la visioconférence et même de la conférence téléphonique permet un meilleur accès à la justice grâce à une gestion efficace des dossiers.

2. PROTECTION

- a) Mesures provisoires

L'article 74.0.1 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* précise que « le tribunal peut utiliser tout moyen technologique qui lui est disponible aux fins d'entendre et de décider des demandes » relatives aux mesures provisoires.

Hormis dans les régions éloignées, la Cour est d'avis que les demandes relatives aux mesures provisoires ne devraient être entendues qu'exceptionnellement par un juge à distance.

Dans les cas où le parent d'un adolescent est incarcéré, l'utilisation de la visioconférence est fortement recommandée : en effet, actuellement, dans 20 % de ces cas, la procédure doit être reportée, car ce parent désire être entendu. Il faut alors un ordre d'amener et, régulièrement, le tribunal doit se soumettre à la disponibilité de la détention.

L'utilisation de la visioconférence ou même de la conférence téléphonique pourrait aussi être envisagée lorsque le parent ou le travailleur social est éloigné du palais de justice où doit être entendu le dossier.

b) Enquêtes au fond

La Cour est d'avis que les enquêtes doivent se tenir en salle d'audience, en présence du juge et des parties.

On peut toutefois envisager l'utilisation de la visioconférence avec le consentement des parties. Ainsi, un procureur représentant le Directeur de la protection de la jeunesse présent dans une région éloignée, un psychiatre œuvrant dans une autre région ou un intervenant qui a été transféré pourrait témoigner à distance. D'ailleurs, pour ce faire, la visioconférence est déjà utilisée dans certains dossiers.

c) Conférences de règlement à l'amiable

L'utilisation de la visioconférence est déconseillée parce que la présence des parents et parfois de l'enfant ou de l'adolescent est nécessaire afin d'assurer une bonne communication entre les parties. Toutefois, du consentement des parties, dans l'intérêt d'un parent résidant dans une autre région par exemple, il serait possible de recourir à la visioconférence.

3. ADOPTION

En cette matière, la majorité des dossiers ne sont pas contestés. Toutefois, la Cour privilégie la présence des requérants adoptants, sauf pour des raisons de santé ou de distance.

Dans le cas des parents biologiques, ils doivent être présents s'ils contestent la procédure d'admissibilité à l'adoption.

On peut envisager l'utilisation de la visioconférence pour des témoins. On peut penser aux grands-parents qui vivent dans un autre district ou à un témoin expert.

CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE

D'entrée de jeu, il importe de souligner que ces commentaires s'appliquent aux poursuites régies par le *Code de procédure pénale*, qui prévoit au paragraphe 61(2) :

« Les dispositions du Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46) relatives aux dépositions à distance des témoins s'appliquent, compte tenu des ressources mises à la disposition du tribunal, à l'instruction des poursuites intentées conformément au présent code. »

Le *Code criminel* utilisant différents vocables et définitions concernant les nouvelles technologies, un effort d'unification s'impose à cet égard.

La Cour est d'avis que la présence des prévenus en liberté doit être la règle générale.

1. COMPARUTIONS

Soulignons que l'article 848 du *Code criminel* précise que lorsque l'accusé détenu n'a pas accès à des conseils juridiques, l'utilisation de la visioconférence est permise seulement si ce dernier peut comprendre la nature des procédures et que ses décisions seront volontaires.

L'accusé assisté d'un avocat peut donc toujours consentir à l'utilisation de cette technologie.

Tout en respectant les réalités régionales (grands centres et régions éloignées), les comparutions de détenus par visioconférence devraient être privilégiées afin d'éviter leur transport inutile et de permettre de les libérer plus tôt dans la journée, le cas échéant. Le recours à la visioconférence permet de concentrer les efforts et l'utilisation optimale des ressources pour le transport des détenus dont la présence est requise dans les dossiers avec assignation de témoins.

Il peut s'agir d'une nouvelle comparution, d'une arrestation avec mandat à la suite d'un défaut de comparaître, d'un mandat d'arrestation à toute étape des procédures. Dans ces situations, les comparutions devraient se faire à partir des centres de détention ou du poste de police : soit les prévenus sont mis en liberté sous conditions, ce qui évite leur transport, soit ils demeurent détenus en vue de leur enquête sur mise en liberté.

Le cas le plus évident est celui du mandat émis en vertu de l'article 524 du *Code criminel*, soit le mandat émis dans un autre district pour défaut de comparaître : il arrive régulièrement que des accusés comparaissent dans un district éloigné après avoir été arrêtés sur un mandat émis par un juge de Montréal (*bench warrant*). La Couronne s'opposant systématiquement à leur mise en liberté, le prévenu doit être conduit à Montréal alors que, bien souvent, il sera remis en liberté à cet endroit après, parfois, plusieurs jours selon l'endroit où il a été arrêté.

À l'évidence, il faudra une période de transition pour permettre aux différents intervenants de s'ajuster : le processus est déjà en place pour les comparutions du samedi, rien n'empêche de l'étendre toute la semaine. D'ailleurs, cela se fait dans le cadre d'un projet pilote à Valleyfield et Gatineau. Il arrive régulièrement que les accusés soient transportés sur de grandes distances avant de comparaître quelques secondes devant un juge. L'utilisation de la visioconférence permettrait de pallier ce problème.

Il faudra toutefois développer une façon de faire pour identifier les personnes plus à risque, par exemple les cas de violence conjugale ou encore les dossiers où l'on constate des problèmes de santé mentale. Il se peut que dans certains cas, la comparution en personne soit requise afin d'assurer une communication adéquate.

Une condition préalable doit toutefois être remplie : l'aménagement de locaux permettant aux avocats d'avoir une conversation privée avec leurs clients. À titre d'exemple, dans le

cadre du projet de centralisation des urgences en Abitibi, une avocate s'est équipée avec Skype et l'utilise pour s'entretenir avec ses clients avant le voyage dans le Nord.

Par ailleurs, de telles installations ne devraient pas être faites sans avoir obtenu le consentement de la magistrature. Il suffit de penser à ce qui est arrivé à Gatineau alors que les salles réservées à cette fin n'ont pas été construites de la façon dont les plans ont été soumis au juge coordonnateur.

2. ENQUÊTES POUR MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE

Le paragraphe 515(2.2) du *Code criminel* prévoit la possibilité pour le prévenu de comparaître par « tout moyen de télécommunication, y compris le téléphone, que le juge de paix trouve approprié ».

Le paragraphe (2.3) précise que le consentement du poursuivant et de l'accusé est nécessaire s'il est impossible de comparaître par télévision en circuit fermé ou visioconférence.

Toutefois, la Cour est d'avis que ces enquêtes devraient se tenir en salle d'audience en présence du juge et des parties.

Par ailleurs, dans certains cas, une saine administration de la justice peut nécessiter l'utilisation des visioconférences. Ainsi, en région éloignée, le recours à la visioconférence peut s'avérer nécessaire lorsqu'il n'y a pas de juge disponible dans le palais de justice où doit se tenir l'enquête. Il en est de même lorsque le déplacement d'un témoin s'avère difficile compte tenu de son état de santé, des distances, des conditions météorologiques, etc.

Pensons par exemple, à une enquête sur mise en liberté qui se tient à Montréal, où la défense veut faire entendre l'oncle de l'accusé, comme caution potentielle, qui habite en Abitibi. L'oncle pourrait se rendre au palais de justice le plus près et être entendu par visioconférence après avoir été assermenté par un greffier dans une salle de cour disposant d'un système d'enregistrement.

3. ENQUÊTES PRÉLIMINAIRES

Le sous-alinéa 537(1)(j) du *Code criminel* permet la comparution à distance de l'accusé lorsque les deux parties consentent et qu'aucun témoin n'est entendu.

Le consentement de l'accusé n'est pas requis lorsqu'il est détenu et que la technologie permet au tribunal et à l'accusé de se voir et de communiquer simultanément, si l'accusé peut également communiquer en privé avec son avocat (537(1)(k)).

Sans en faire une règle d'application générale, la Cour devrait toutefois prévoir l'utilisation d'une visioconférence.

Par ailleurs, lorsqu'il y a une preuve testimoniale, le *Code* interdit la comparution à distance, et ce, même si l'accusé y consent.

4. CONFÉRENCES DE FACILITATION – CONFÉRENCES PRÉPARATOIRES – CONFÉRENCES DE GESTION

La Cour devrait prévoir l'utilisation de la visioconférence pour ces situations.

Dans certains cas, il est utile et vraiment plus efficace que l'avocat s'entretienne avec son client, comme parfois cela se produit en facilitation alors que l'on fait coïncider la conférence avec une date de cour et que le détenu est amené au palais de justice. L'accusé détenu ou éloigné pourrait parler rapidement avec son avocat et cela pourrait accélérer le règlement des dossiers.

5. PROCÈS

La Cour suggère que le procès se déroule en présence du juge, des parties et des témoins, sauf exception.

Les paragraphes 650(1.1) et 650(1.2) permettent la comparution à distance, si le poursuivant et l'accusé y consentent, sauf durant la présentation de la preuve testimoniale.

Toutefois, l'article 714.1 autorise l'audition d'un témoin à distance (compte tenu du lieu où se trouve le témoin, de sa situation personnelle, des coûts que sa présence impliquerait et de la nature de sa déposition) dans la mesure où la technologie permet la retransmission sur le vif et offre la possibilité d'interroger un témoin au Canada (l'article 714.2 prévoit une telle disposition pour un témoin à l'étranger).

L'article 714.3 permet, dans certaines circonstances, l'utilisation d'un moyen qui ne retransmet que la voix et offre la possibilité d'interrogatoire (témoin au Canada).

La Cour devrait donc prévoir l'utilisation de la visioconférence à cet égard. En effet, certaines situations justifient l'utilisation de la visioconférence pour entendre les arguments, les représentations et les plaidoiries.

6. AUDIENCE RELATIVE À LA DÉTERMINATION DE LA PEINE

Le paragraphe 606(5) du *Code criminel* permet à l'accusé d'utiliser la télévision en circuit fermé ou tout autre moyen permettant au tribunal et à l'accusé de se voir et de communiquer simultanément.

La Cour devrait donc prévoir l'utilisation de la visioconférence à cet égard.

7. VERDICT ET PRONONCÉ DE LA PEINE

L'utilisation de la visioconférence devrait être réservée aux situations exceptionnelles, et ce, en raison du contact requis entre le tribunal et l'accusé à ces deux étapes cruciales du procès.

CHAMBRE CIVILE

1. MESURES URGENTES

L'utilisation de la visioconférence pour les mesures urgentes est en fonction en Abitibi depuis le mois de janvier 2013 et couvre un éventail très large de mesures (dans les matières jeunesse, criminelle et civile).

Dans certains autres districts, la visioconférence est utilisée de façon systématique pour les permis restreints, les mainlevées de saisies et les demandes pour garde en établissement.

La Cour est d'avis que cette pratique doit se poursuivre. Dans le contexte d'une demande pour garde en établissement, la Cour constate que la visioconférence peut être utilisée dans les cas où cette procédure procure un avantage pour le justiciable. À cet égard, il est évident que certains dossiers ne peuvent se prêter à un tel exercice. Il suffit de penser au patient souffrant d'un délire de persécution ou ayant des hallucinations. Dans de tels cas, l'audition en personne est essentielle.

2. PROCÈS ET PETITES CRÉANCES

La Cour suggère que les procès en matière civile se déroulent en présence du juge, des parties et des témoins, sauf exception.

Ceci étant, la Cour doit quand même prévoir l'utilisation de la visioconférence, qui pourrait être requise pour une saine administration de la justice. Par exemple, lorsque le déplacement d'une partie ou d'un témoin serait peu souhaitable compte tenu de l'état de santé de la personne, de la distance, de l'âge ou des coûts, etc.

Les règles édictées à l'article 26 du nouveau *Code de procédure civile* tracent d'ores et déjà la voie à privilégier en matière civile :

« 26. Dans l'application du Code, il y a lieu de privilégier l'utilisation de tout moyen technologique approprié qui est disponible tant pour les parties que pour le tribunal en tenant compte, pour ce dernier, de l'environnement technologique qui soutient l'activité des tribunaux.

Le tribunal peut utiliser un tel moyen ou ordonner qu'il le soit par les parties, même d'office, notamment dans la gestion des instances; il peut

aussi, s'il le considère nécessaire, exiger, malgré l'accord des parties, qu'une personne se présente physiquement à une audience, à une conférence ou à un interrogatoire. »

3. CONFÉRENCES DE RÈGLEMENT À L'AMIABLE

Dans certains districts, les conférences se tiennent parfois par visioconférence ou par audioconférence, lorsque l'une des parties ou un témoin essentiel, le plus souvent un expert, est à l'extérieur, et ce, avec le consentement et à la satisfaction des participants.

La Cour devrait donc prévoir l'utilisation de la visioconférence ou de l'audioconférence à cet égard.

4. CONFÉRENCES DE GESTION

L'utilisation de moyens technologiques comme l'audioconférence est le plus souvent la règle en matière de gestion hâtive de l'instance ou même en cours d'instance, sauf si la conférence de gestion est tenue en présence des parties lors de la cour de pratique notamment.

La Cour devrait donc prévoir l'utilisation de la visioconférence à cet égard.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Bien que la Cour soit favorable à l'utilisation des visioconférences, elle est préoccupée par ses aspects technologiques. En effet, l'utilisation de cette technologie ne peut être favorisée que si un équipement adéquat est mis en place. Actuellement, dans plusieurs points de service, la piètre qualité des équipements ne permet pas que la technologie soit utilisée à la satisfaction de la Cour.

En conséquence, la Cour souhaite la création d'un groupe de travail réunissant ses partenaires, notamment le ministère de la Justice et le Barreau du Québec, afin d'évaluer les besoins technologiques.

Par ailleurs, la Cour est d'avis que l'acquisition et l'installation des équipements devraient se faire uniquement après une consultation de la Cour, afin qu'aucun équipement ne soit mis en fonction sans son approbation.

Il est essentiel que les juges et les justiciables bénéficient de l'assistance du personnel du ministère de la Justice, personnel qui doit être formé notamment sur l'aspect technique de l'utilisation des technologies.

Enfin, la Cour devra établir des protocoles relatifs à l'utilisation des moyens technologiques pour chaque région et voir à la publication d'un dépliant explicatif pour les justiciables.

4 février 2015